Salut de la LCR au III e Congrès de l'OCT

De 1968 à 1978, le mouvement ouvrier français a connu une expérience qui, de la grève générale trahie à la trahison électorale, forme un tout. Une page est désormais tournée.

Le terme de crise revient dans de nombreux textes et de nombreuses interventions. Ce dont il s'agit avant tout, c'est d'une crise d'orientation politique et non d'une crise du militantisme. Il est normal qu'une réappréciation des rythmes du processus révolutionnaire en Europe entraîne le rejet d'un certain activisme. Il est aussi normal que le refus du stalinisme et la crise généralisée des rapports sociaux entraînent le rejet d'un centralisme formel au sein des organisations révolutionnaires, et le souci d'une démocratie réelle dans les mouvements de masse.

Ces questions sont à traiter en tant que telles. Mais elles ne doivent pas servir à esquiver les problèmes centraux d'orientation.

Une nouvelle situation politique s'est incontestablement ouverte depuis mars 1978. Mais les rapports de forces entre les classes en ont-ils été pour autant qualitativement modiés ? Tout montre à l'évidence que non.

Nulle part en Europe, depuis la crise de 1974, la bourgeoisie n'a réussi à imposer l'austérité et à faire reculer le pouvoir d'achat dans les proportions nécessaires à la restauration des profits et à la relance de l'accumulation capitaliste. Nulle part

elle n'est parvenue à mener à bien une attaque frontale. En Grande-Bretagne, elle a reperdu face à la contre-offensive des travailleurs une partie des pourcentages péniblement grignotés sur les salaires grâce à la collaboration ouverte des directions social-démocrates. En Espagne, les directions réformistes, confrontées à la naissance d'une opposition syndicale massive, n'ont pas osé reconduire le pacte de la Moncloa.

Le chômage pèse. C'est vrai. Et plus lourdement sur certaines régions ou catégories que sur d'autres. Mais la protection sociale de la majorité des chômeurs demeure incomparable à ce qu'elle a pu être pendant l'entre-deux guerres. Le Plan Barre III constitue bien l'attaque la plus violente depuis 1958, mais la bourgeoisie ne peut encore faire mieux que de louvoyer devant les verrous dans le rapport de forces actuel. Elle diffère l'attaque frontale contre la Sécurité sociale et l'indemnisation du chômage.

C'est qu'elle doit compter avec les forces et l'expérience accumulées depuis trente ans, sans défaite significative, par la classe ouvrière. Elle sera cependant obligée d'accentuer ses attaques pour tenter de surmonter les effets de la nouvelle récession qui s'annonce dans les deux ans qui viennent.

C'est pourquoi nous affirmons que les batailles les plus importantes sont toujours devant nous. Il ne s'agira pas d'une marche triomphale, mais d'un combat prolongé, avec avancées et reculs, victoires et défaites partielles. D'ores et déjà, 1979 marquera, à n'en point douter, un nouveau palier en ce qui concerne le nombre de grève et l'auto-activité ouvrière par rapport aux années 1974/1978.

Il est d'ailleurs significatif que la bataille se soit engagée à partir d'un secteur, celui de la sidérurgie, que la plupart d'entre nous le croyait démoralisé et anesthésié par une série de coups encaissés sans combattre, au fil des divers plans de restructuration. Il est également significatif que, malgré la division, chaque élection partielle et les élections cantonales aient confirmé le maintien d'une aspiration unitaire. Il est significatif que la « dynamique Rocard » au sein du PS ait marqué le pas au congrès de Metz.

Le choix de Mitterrand n'est pas un choix de gauche, mais simplement la compréhension du fait que la marche forcée au recentrage, dans un contexte de luttes et non de reflux avec stabilisation du régime, laisserait le terrain libre au PC et laisserait les partis réformistes sans solution politique de rechange en cas de crise ouverte du régime.

Il est significatif enfin que l'image de stabilité giscardienne, affichée après mars 1978, n'ait toujours pas trouvé d'assises sociales et électorales suffisantes pour se mettre à l'abri des tensions internes à la majorité présidentielle : les premières escarmouches sociales trouvent leur écho immédiat dans la relance de la polémique au sein de la coalition majoritaire et dans l'aggravation des contradictions inhérentes aux institutions de la Ve République.

Une analyse détaillée et nuancée de la situation, des plans de la bourgeoisie, de ses projets concrets dans l'organisation du travail et dans les conditions de mobilisation de la classe ouvrière est bien sûr nécessaire. Il faut suivre dans le détail le déroulement des luttes, critiquer minutieusement les initiatives patronales, les effets de division objective des travailleurs portés par la politique néo-libérale, l'interaction entre la situation nationale et les échéances européennes... Mais l'analyse n'est pas la photographie. Elle ne se contente pas d'enregistrer les pour et les contre, de soupeser les contradictions. Il s'agit de dégager les tendances fondamentales pour déterminer une ligne d'action, pour définir, malgré les limites de nos forces, dans quel sens elles peuvent peser.

Notre intervention doit, selon nous, s'ordonner autour de quatre idées clefs :

1) la défense intansigeante des revendications unifiantes, contre leur révision en baisse par les directions réformistes, au dam de recentrage et des politiques contractuelles ;

2) la défense de l'unité d'action des organisations ouvrières, politiques et syndicales, contre la politique systématique de collaboration et de division des directions ;

3) préparer par branches et régions la centralisation des luttes, dans la perspective de la grève générale pour les revendications et pour chasser le gouvernement ;

4) expliquer inlassablement à tous ceux et toutes celles qui hésitent à entrer dans l'action parce qu'une épreuve de force impliquerait une solution politique de rechange (c'est aussi l'argument des directions syndicales pour se dérober), qu'il ne dépend que des dirigeants du PC et du PS qu'une telle solution existe. Ils n'ont pas le droit, sous prétexte d'un échec électoral de 1 pour cent, de s'installer dans la division et de faire obstacle à la centralisation des luttes, au nom de l'absence d'un débouché politique qu'ils ne cessent eux-mêmes d'escamoter. En ce sens, la nécessité d'un débouché politique central

n'est pas seulement le couronnement d'un mouvement d'ensemble déjà engagé. Elle est aussi l'une des conditions de son engagement. Si les directions n'en veulent pas, il faudra le leur imposer par la mobilisation.

Venons-en à présent aux questions qui sont centrales dans le débat de votre congrès et dans le rapport entre nos deux organisations : celle du front unique et celle de la construction du parti.

Il y a dans ce congrès trois tendances ou courants qui rejettent le découpage en deux camps, un camp réformiste et un camp révolutionnaire, et qui considèrent la différenciation des niveaux de conscience, ou l'apparition de « courants de rupture », comme des « produits différenciés d'un même phénomène global de radicalisation ».

A partir de là, les uns parlent de tactique de front unique, les autres de tactique d'unité/lutte avec les réformistes. La question terminologique ne nous paraît pas sans importance. Parler de front unique, c'est situer notre orientation dans la continuité des premiers congrès de l'Internationale communiste. C'est poser les garde-fous et délimiter le terrain commun au sein duquel peuvent se traiter les divergences tactiques inévitables entre organisations ou au sein d'une même organisation. Il serait donc plus intéressant de savoir pourquoi certains camarades refusent encore de poser le problème en ces termes. Est-ce que la question du front unique ne pourrait être traitée qu'à partir d'un certain seuil de croissance du parti révolutionnaire ? Mais alors que se passe-t-il en-deça ? N'est-ce pas précisément théoriser là le pilotage à vue, le coup par coup, en un mot le tacticisme que vous vous reprochez à vous-mêmes ?

Il nous semble infiniment plus fécond de nous situer carrément dans la problématique du front unique, de le prendre comme fil à plomb d'une politique qui s'oppose aussi bien aux alliances interclassistes qu'aux isolements sectaires, entre lesquels les PC oscillent depuis près d'un demi siècle. Ceci établi, il reste à répondre aux objections que vous soulevez au cours du débat. *Notre but stratégique est bien l'unification et l'indépendance de la classe, et la tactique de front unique n'est qu'un moyen pour atteindre ce but.* La seule preuve que nous pouvons donner de cette affirmation est pratique : menons-nous une bataille systématique pour l'auto-organisation et pour la souveraineté des organes démocratiques et unitaires d'auto-organisa-

tion (comités de grève, conseils, délégués élus et révocables, assemblées souveraines...).

« Il ne peut être question de réaliser la révolution socialiste au moyen du front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du parti révolutionnaire consiste à affranchir la classe ouvrière de l'influence des réformistes. » Nous n'avons jamais pensé que les partis réformistes soient redressables. Il faut en tirer les conséquences : nous ne pensons pas qu'ils puissent être entraînés en tant que tels et malgré eux dans la voie de la révolution. Ils seront au contraire en dernière analyse des obstacles. Mais la tactique de front unique constitue le moyen le plus sûr dont nous disposions pour arracher dans les meilleurs conditions les masses aux directions.

Nous ne nous contentons jamais de prêcher l'unité pour l'unité. L'unité n'est d'ailleurs solide qu'en fonction de son contenu et de ses buts : « Le besoin instinctif d'unité est très souvent un besoin spécifique des masses, mais la bataille consciente pour l'unité sur une base révolutionnaire est spécifique à l'avant-garde du prolétariat. »

Certains camarades ont dit qu'il était dangereux de parler de démarche systématique ou permanente de front unique. Il faut tout de même regarder les choses en face. *Si les révolutionnaires sont trop faibles, comme le disent ces mêmes camarades, pour appliquer une tactique de front unique, à plus forte raison sont-ils trop faibles pour œuvrer directement à l'unification de la classe, en sautant par-dessus les organisations majoritaires existantes.*

Aussi longtemps que la classe ouvrière reste majoritairement organisée par des partis réformistes, la tactique de front unique est la colonne vertébrale de la lutte pour l'unification de la classe. Il serait incohérent de reconnaître que l'hégémonie réformiste est une donnée incontournable de la situation, et de ne pas voir que la tactique de front unique est le principal levier dont nous disposions, sur la base des luttes, pour nous y attaquer. Autre chose serait de souligner que dans la crise révolutionnaire des organes unitaires des masses peuvent apparaître en dépit de la division des partis. Mais il serait faux de nous détourner des tâches du jour sous prétexte qu'elles peuvent se poser autrement le lendemain ou le surlendemain. Et il serait faux d'oublier que, même dans une situation révolutionnaire, la lutte pour l'auto-organisation et la lutte pour l'unité des organisations ouvrières peuvent être (et sont la plupart du temps) des tâches combinées.

Malgré les conditions du rapport de forces entre les réformistes et les révolutionnaires, notre problème est de prendre place dans le front unique, de nous y insérer. Non nécessairement par un accord entre organisations, mais par les propositions d'action que nous pouvons avancer de façon indépendante ou dans le cadre des organisations de masses, par les initiatives autonomes que nous pouvons prendre quand elles correspondent à la situation et aux besoins des travailleurs. Nous menons bataille pour que ces tâches soient prises en charge unitairement, mais nous ne subordonnons pas leur réalisation à l'accord préalable des organisations réformistes. C'est ce que nous avons essayé de faire, depuis le procès de Burgos et le soutien à l'Indochine jusqu'aux manifestations sur le Larzac et le nucléaire, en passant par la marche sur Lip, la manif Juan-Carlos ou les manifs Croissant.

Il y a bien un danger dont nous sommes conscients dans les rapports de forces actuels : celui de faire de l'unité un but en soi et de s'adapter de l'extérieur à l'unité bureaucratique entre organisations réformistes. C'est pourquoi la bataille sur les revendications, sur l'auto-organisation sont une nécessité permanente pour féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire. Nous nous appuyons pour l'engager sur le fait qu'il existe en permanence une contradiction tendancielle entre les aspirations des masses et la politique de leurs directions. Nous disons bien contradiction tendancielle, ce qui exclut deux idées symétriquement fausses. Celle selon laquelle les masses seraient en permanence en conflit ouvert et spontané avec leurs directions (dans cette hypothèse nos problèmes seraient depuis longtemps résolus). Celle selon laquelle les directions ne seraient que le reflet adéquat de l'état d'esprit des masses (dans ce cas, nous rendrions les travailleurs responsables du réformisme et nous aurions plus qu'à attendre qu'ils veuillent bien changer : la construction d'un parti révolutionnaire indépendant deviendrait une entreprise purement inutile). Nous pensons que les directions se nourrissent du trade-unionisme spontané de la classe ouvrière, mais elles font en même temps barrage aux aspirations les plus profondes. Selon les développements de la lutte des classes, cette contradiction latente peut devenir plus ou moins explosive. La tactique de front unique œuvre dans ce sens.

Voici en quelque sorte résumée en six thèses la question clé du moment entre nos organisations. Celle qui commande l'appréciation des erreurs commises face à l'Union de la gauche,

celle qui sert de fil conducteur à notre orientation dans les organisations de masse. Ajoutons pour en terminer sur ce point que parler d'unité/lutte avec les réformistes permet de faire l'économie d'une définition précise du mouvement ouvrier. La notion de réformiste peut ainsi s'appliquer de proche en proche au PC, puis au PS, puis aux radicaux. Dès lors, la lutte pour l'indépendance de classe perd une de ses dimensions, proprement politique. Comment lutter pour l'indépendance de classe sans opposer l'unité ouvrière à tous les pactes de collaboration de classe, avec tel groupuscule bourgeois ou l'engagement au respect des institutions, dont les réformistes tirent alibi pour s'opposer aux revendications de la classe ouvrière ? La tactique de front unique implique au contraire une définition précise des composantes de ce front en terme de classe. C'est d'ailleurs pourquoi nous accordons une telle importance dans ce débat à la définition du PS. De-là découleraient en effet des conséquences très pratiques sur la position à adopter face à la polémique PC/PS ou face à une résurgence éventuelle, sous une forme ou sous une autre, de l'Union de la gauche.

Nous avons relevé dans la première partie de notre lettre à l'OCT l'importance des points de convergence. Sous réserve de vérification à travers la discussion, nous estimons que le point d'évolution auquel vous êtes parvenus marque le seuil à partir duquel la question d'une organisation commune est à l'ordre du jour. Si tel est bien le cas, deux écueils sont à éviter :

1) Celui qui consisterait à multiplier les obstacles sur des points de tactique, certes importants, mais secondaires. En procédant ainsi nous ne parviendrions jamais à construire un parti révolutionnaire implanté.

2) Celui de l'unification dans la confusion, qui ne déboucherait que sur des querelles paralysantes, au lieu de nous permettre de nous atteler efficacement à la tâche de l'heure : intervenir dans la lutte de classe, agir sur les différenciations et la politisation d'une couche de militants avancés du mouvement ouvrier organisé. Nous vous avons demandé que l'on distingue bien deux choses. Ce qui relève de l'unité d'action (aussi fréquente que nécessaire), et ce qui relève de la construction du Parti.

Pour ce qui est de l'unité d'action, elle s'inscrit plus globalement dans notre tactique de front unique. Elle s'adresse sur des propositions concrètes d'action ou de campagne, à l'ensemble des organisations ouvrières, même si elle se réalise le plus souvent et plus facilement entre organisations révolutionnaires.

Il est nécessaire de poursuivre dans cette voie. Mais ce n'est de toute évidence pas la question qui est réellement posée ici.

Le problème qui est posé à travers vos débats est bien celui de la construction du parti révolutionnaire. La tendance 2 y répond en perspective de fusion à court terme avec la LCR. La minorité du CC parle « d'alliance » entre organisations communistes « diversifiées mais centralisées dans l'action. » Le courant 3 parle de front des révolutionnaires. Alors, Alliance ? Front des révolutionnaires ? Fusion ?

Alliance ? C'est trop ou trop peu. Si l'action centralisée est possible, s'il s'agit d'organisations communistes, si leur diversité est de tactique et non de questions programmatiques centrales, alors il faut concevoir que cette diversité est du type de celle qui existe nécessairement au sein d'une organisation démocratiquement unifiée. Il faut assigner ce but explicitement à la systématisation des pratiques unitaires au cours d'une période probatoire avec les échéances à la clé. Si au contraire la diversité est l'expression de divergences programmatiques essentielles pour l'intervention, pourquoi ne pas en rester à l'unité d'action aussi fréquente que possible et à la confrontation des idées la plus poussée en toute clarté. Pourquoi introduire un niveau d'organisation intermédiaire qui n'ajouterait rien à l'unité d'action et obscurcirait la confrontation d'idées.

Front des révolutionnaires et comités ? Soit encore il s'agit d'un regroupement sur la base du plus petit dénominateur commun, et il sera incapable de se tourner efficacement, avec des réponses précises, vers la grande masse des travailleurs organisés. Soit il s'agit d'un regroupement sur la base de critères programmatiques rigoureux (notamment en ce qui concerne le rapport avec les réformistes). Mais dans ce cas l'objectif est en-deçà des possibilités. Il faut être plus ambitieux et dire que l'unification organique aurait un impact plus grand sur les hésitants qu'une démarche qui resterait à mi-chemin.

Donc, si demeurent entre nous les divergences de principe, il faut les définir, les cerner, agir ensemble aussi souvent que possible, agir ensemble dans les organisations de masse et les tendances de lutte de classe, et continuer parallèlement à développer chacun de son côté dans la plus grande clarté sa propre ligne pour la soumettre à l'épreuve de la pratique. Si en revanche il existe sur le fond un accord substanciel, inutile de tourner autour du pot. Le temps aussi compte en politique. Si le problème d'une organisation commune est posé, il faut en définir l'objectif, les moyens pour l'atteindre et les rythmes.

Les camarades du courant 3 craignent ce qu'ils appellent « une fusion sans combat ». Nous avons pour notre part essayé de cerner les questions en litige, de les mettre sur le tapis. Nous attendons une réponse précise : qu'on nous dise « combat sur quoi », et discutons. Personne ne souhaite d'accommodements sur les problèmes d'orientation décisifs. Mettons donc la politique au poste de commande et non la tactique organisationnelle.

Nous avons défini pour notre part trois critères dans nos rapports avec les organisations révolutionnaires :
– un accord programmatique fondamental ; – la possibilité d'une pratique commune ; – l'acceptation d'un centralisme réellement démocratique.

Le troisième point ne devrait pas faire problème entre nous, dès lors que l'on accepte le droit de tendance et rejette un fonctionnement fédéraliste. Sur le second point : nous agissons depuis longtemps souvent en commun avec une part de divergences que nous connaissons mais qu'il serait facile de réduire ou de maîtriser, dès lors que serait confirmée la possibilité d'un accord sur les principales définitions programmatiques.

Nous voulons en outre vous poser en toute franchise et clarté la question de la IVe Internationale qui concentre également une question programmatique essentielle : celle du rappel entre construction du parti et construction de l'Internationale. Tous les grands développements de la lutte des classes au niveau international ces dernières années nous ont confirmé le bien fondé du choix fait en 1969 par le congrès de fondation de la LC : celui de l'affiliation à la IVe Internationale. De même que nous a conforté dans ce choix l'évolution en Europe des organisations révolutionnaires issues de la radicalisation des années soixante. A l'époque, les camarades hésitaient et pouvaient discuter sur les forces réelles de la IVe, sur le fait qu'elle serait ou non un obstacle au rassemblement des militants révolutionnaires de la nouvelle génération. Nous partions quant à nous de questions de principe, sur la nécessité permanente de s'atteler à la construction d'une internationale, sur les acquis programmatiques incarnés par la IVe dans la lutte contre la dégénérescence chauvine de la social-démocratie et du stalinisme.

La IVe Internationale a maintenant une section plus ou moins forte dans la totalité des pays européens. Elle est la seule internationale révolutionnaire présente sur les cinq continents. Nous ne pensons pas que ce résultat soit fortuit et nous pouvons aujourd'hui nous risquer à un pronostic : l'évolution des

directions chinoise et vietnamienne, comme la trajectoire de la révolution cubaine, l'actualité des questions stratégiques clés en Europe, font de la défense de l'Internationalisme une tâche centrale qui ne saurait être dissociée de la construction d'une internationale révolutionnaire et, à nos yeux, de la IVe Internationale. Moins que jamais il est possible de repartir à zéro ou de définir un courant international qui ne se situe pas par rapport aux grands courants théoriques et historiques du mouvement ouvrier.

Il s'agira là de la question clé dans la recomposition des forces révolutionnaires. C'est pourquoi il n'est pas question pour nous de transiger sur le sujet. Dans les conditions présentes nous poserions donc deux conditions à une organisation commune :

– l'accord politique sur les questions clés que nous avons soulevées dans la lettre et dans ce salut ;

– l'acceptation du fait que l'organisation unifiée soit section de l'Internationale et se conforme à ses statuts.

Personne ne peut prétendre que les désaccords soient résolus à 100 pourcent comme précondition à une fusion. La IVe Internationale prépare aujourd'hui son XIe Congrès mondial. Elle connaît un débat largement ouvert sur les questions à l'ordre du jour : l'Europe, le stalinisme et la crise des PC, le mouvement des femmes, la Chine et l'Indochine, démocratie socialiste et dictature du prolétariat. Son fonctionnement offre toutes les garanties pour que le débat se poursuive sur des questions continuant à faire divergence.

Voici, résumée à l'intention du IIIe Congrès de l'OCT, notre façon de voir les choses.

LCR